

## Il faut réformer la réforme scolaire

### La Presse

Des «correctifs majeurs» à la réforme scolaire doivent être rapidement apportés par la nouvelle ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne. Voilà le message envoyé hier par des syndicats représentant 68000 enseignants.

Leurs principales demandes: pouvoir faire redoubler les élèves en difficulté à la fin de chaque année, prévoir un bulletin clair et revoir les compétences pompées ou difficiles à évaluer.

«Comment un prof de géo fait-il pour juger si ses 200 élèves "construisent leur conscience citoyenne à l'échelle planétaire"?» a demandé Johanne Fortier, présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE).

«Il faut corriger cela, ça semble une évidence, mais nous nous battons encore avec ces évidences», a-t-elle ajouté. Même chose pour les élèves du primaire supposés «structurer leur identité» ou «prendre position de façon éclairée sur des situations comportant un enjeu moral».

Rencontrée mardi, la ministre Courchesne «s'est montrée sensible, ouverte et déterminée à apporter certains correctifs, a dit M<sup>me</sup> Fortier. Mais je n'ai pas la hauteur des correctifs et je ne peux pas dire à quel moment elle va le faire.»

Au cabinet de la ministre, son attaché de presse, Jean-Pascal Bernier, a précisé qu'il peut y avoir une ouverture, mais (la ministre) attend de rencontrer l'ensemble des groupes du milieu de l'éducation avant de réagir».

Devant l'urgence de la situa-

tion, les syndicats (la FSE et le syndicat des enseignants anglophones) ont décidé de formuler publiquement leurs demandes. Le retour du redoublement promis par l'ex-ministre Fournier en décembre mais contesté par les commissions scolaires doit être inscrit dans le régime pédagogique, selon eux.

Le bilan des apprentissages des élèves doit aussi être fait annuellement, au lieu d'une fois tous les deux ans.

Un bulletin avec notes, cotes et moyennes de groupe

Le bulletin doit «être concis et précis», comporter des notes ou des cotes et la moyenne du groupe, selon les enseignants. Les compétences qui y sont énumérées — il y en a jusqu'à 27 — doivent être regroupées au besoin.

«Par exemple, un prof d'arts plastiques n'aurait ainsi plus à évaluer séparément les compétences «réaliser des créations plastiques personnelles» et «réaliser des créations plastiques médiatiques».

Reste encore la controversée question des compétences transversales comme «mettre en œuvre sa pensée créatrice», qui doivent en théorie être évaluées par tous les professeurs.

Depuis un mois, 12000 professeurs ont signé une pétition réclamant que cette évaluation soit facultative, selon la FSE.

«C'est d'une lourdeur excessive, si bien que les enseignants sont appelés à mettre des notes qui ne sont pas fondées, a fait valoir M<sup>me</sup> Fortier. Mettre des B partout, à tout le monde, ça ne veut rien dire!»

Toutes ces évaluations prennent trop de temps, au détriment de l'enseignement, a-t-elle fait valoir.



Des étudiants du Cégep pourraient devoir aller poursuivre leurs études ailleurs.

## Sous-financé, le Cégep pourrait devoir couper d'importants programmes

### Le Droit

Le sous-financement du réseau collégial plonge dans la tourmente trois importants programmes du Cégep de l'Outaouais.

Les étudiants concernés ont même déjà été informés par l'administration qu'ils pourraient devoir quitter l'Outaouais pour terminer leur formation.

Les trois programmes, Télécommunication, Systèmes ordinaires et Electronique industrielle, doivent faire l'objet d'une importante mise à jour d'ici l'automne 2008 afin de mieux répondre aux besoins du marché de l'emploi.

La directrice générale du Cégep de l'Outaouais, Marielle Poirier, précise que les coûts associés à cette nouvelle implantation se chiffrent à un million \$.

«Nous n'avons pas les moyens de débours ce montant pour améliorer nos laboratoires et acheter du nouveau matériel, soutient la directrice générale. Notre manque à gagner atteint déjà 8,5 millions \$ et Québec refuse de financer les modifica-

tions à ces trois programmes.»

Ces programmes en technologie du génie électronique sont en difficulté depuis plusieurs années. Ils sont en déficit chronique d'étudiants. Le cégep doit piger des ressources financières dans d'autres programmes plus populeux pour continuer de faire vivre ces trois programmes.

«Nous sommes le seul établissement de la région à offrir cette formation et ce domaine d'emploi a bien besoin de travailleurs, mentionne M<sup>me</sup> Poirier. Nous allons tout faire pour maintenir ces programmes, nous serons très hésitants avant de fermer ces programmes, cependant, nous ne pouvons donner aucune garantie à nos étudiants que nous serons en mesure de maintenir ces trois options.»

La directrice générale ajoute que les étudiants inscrits à ces programmes sont déjà avisés qu'ils pourraient devoir terminer leur formation dans un autre établissement que le Cégep de l'Outaouais.

### LETTRE A CHAREST

Les 48 directions générales de cégep du Québec ont rappelé, hier, au premier ministre du Québec, Jean Charest, que le réseau collégial avait besoin d'un redressement financier.

Dans une lettre adressée au premier ministre, la Fédération des cégeps indique être aussi sous-financée que les universités.

«Un rapport de la Fédération des cégeps rendu public à l'automne 2006 a clairement démontré que le niveau de sous-financement du réseau collégial s'élève à 305 millions \$», stipule la missive.

«Ca freine notre développement et la mise à jour de nos installations, affirme M<sup>me</sup> Poirier. Il n'est pas question de couper dans les services à nos étudiants, alors il faut le faire ailleurs.»

«La toiture du campus Gabriel-Roy doit être refaite, mais nos priorités doivent aller ailleurs, soit dans les services directs aux étudiants.»

### Des compétences jugées difficiles à évaluer

#### Au primaire

Mettre en œuvre sa pensée créatrice  
Structurer son identité  
Prendre position de façon éclairée sur des situations comportant un enjeu moral

#### Au secondaire

Actualiser son potentiel  
Construire sa conscience citoyenne à l'échelle planétaire  
Construire sa conscience citoyenne à l'aide de l'histoire

# WWW.KICKATIRE.CA

## DÉCOUVREZ NOTRE SALLE DE MONTRE VIRTUELLE.

GARANTIE DU MANUFACTURIER!

PRIVILÈGE D'ÉCHANGE 30 JOURS

PLUS BAS PRIX GARANTIS!

CHOIX DE 200 VÉHICULES

PLUS DE 25 PHOTOS POUR CHAQUE VÉHICULE

613 834-5897  
1875, boul. St-Joseph, Orléans





# SEMAINE DE L'ÉDUCATION CATHOLIQUE

**Manon Séguin**  
Artiste franco-ontarienne et  
finissante des écoles du CSDCEO

L'école catholique de langue française,

**POUR MOI, C1+**

[www.c1plus.ca](http://www.c1plus.ca)

**Du 29 avril au 5 mai 2007**, les conseils scolaires catholiques de langue française de l'Ontario célèbrent la Semaine de l'éducation catholique. Le thème de cette année, **L'école catholique de langue française centrée sur l'élève « enfant voulu et aimé de Dieu »**, nous incite à prendre conscience de la richesse de chaque élève et souhaite que chacun d'eux reconnaisse qu'il ou elle est une pierre précieuse aux yeux de tous et aux yeux de Dieu.



Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien

1 800 204-4098  
[www.csdceo.ca](http://www.csdceo.ca)  
Ensemble, nous faisons toute une différence!

Cette page d'information vous est offerte grâce à un partenariat entre le Conseil scolaire de district catholique de l'Est ontarien et le quotidien Le Droit.



May 3, 2007

## Tory goes on offensive over language rights

By JORGE BARRERA

A Conservative MP is pushing for a program to protect linguistic minority rights while his government braces for a report from the language czar, who is investigating 117 budget-related complaints.

Glengarry-Prescott-Russell MP Pierre Lemieux said linguistic minority communities across Canada are worried about protecting their rights.

"They have concerns about being heard," said Lemieux, who recently returned from a cross-country trip with the Commons official languages committee.

Official languages commissioner Graham Fraser is expected to deliver his first report May 15. His office is investigating 117 complaints filed against the government over its budget decision to torpedo the court challenges program and slash eight other program areas.

"It is the largest number we have received this year on a specific topic," said office spokesman Robin Cantin. "It is comparable to what we got over Don Cherry."

Cherry was investigated by a previous language commissioner three years ago over on-air comments about French-Canadians.

Lemieux said it's too early to say what form the program will take because his motion has yet to be debated in the House of Commons.

The motion, however, has no connection to the government's decision to cancel the court challenges program.

"It is not about the court challenges program at all. It is a separate initiative to help official language minority communities," said Lemieux.

The program helped to secure francophone minority language rights and even led to the construction of a French hospital in Ottawa.

The Canadian Federation of Francophone and Acadian Communities is taking the government to court over the budget cuts.